



# lignes d'attac

Situation en Amérique Latine  
Campagne #PasAvecNotreArgent  
Entretien avec Ugo Palheta :  
*la possibilité du fascisme*  
Mouvement climat  
dossier. Mondialisation : une fin  
de cycle ?

numéro 116 janvier 2019



## PUBLICATIONS

### L'abécédaire engagé

Attac  
Editions LLL, 2018



### Toujours plus pour les riches

Attac  
Editions LLL, 2018



### L'imposture Macron

Attac  
Fondation Copernic  
Editions LLL, 2018



Nos publications sont disponibles sur [www.boutique.attac.org](http://www.boutique.attac.org) ou [materiel-militant@attac.org](mailto:materiel-militant@attac.org)

### Assises d'Attac France : participer à la rédaction des orientations 2019-2022

Les assises auront lieu les 16 et 17 février 2019 à l'Université Marseille St-Charles. Elles sont ouvertes à tou-te-s les adhérent-e-s. En présence des rédactrices et rédacteurs des amendements, les participant-e-s définiront les amendements qui seront à intégrer dans le projet de rapport d'orientation, parce qu'ils font largement consensus au sein de l'association, et ceux qui seront mis au vote des adhérent-e-s, avec le rapport d'orientation final, pour l'AG de juin 2019.

Ce sera également un moment pour rencontrer les candidat-e-s au futur Conseil d'administration, et permettre ainsi à chaque adhérent-e de se faire une opinion pour choisir celles et ceux qui auront la charge de diriger l'association durant les trois prochaines années.

Un espace sera à la disposition des adhérent-e-s pour dialoguer avec les candidat-e-s :

<https://www.attac.org/l/candidatures>.

Enfin la convivialité et la bonne humeur feront intégralement partie de ce week-end, avec la soirée du samedi soir organisés par le comité local de Marseille. N'attendez pas pour vous inscrire ! Toutes les informations pratiques sont disponibles sur notre site :

<https://www.attac.org/l/assises2019>.

### bulletin d'abonnement lignes d'attac

nom  
prénom  
adresse

code postal                      ville  
courriel

abonnement d'un an au tarif normal de 20€  
 abonnement d'un an au tarif adhérent 12€

date  
signature

ci-joint chèque bancaire ou postal  
à l'ordre d'Attac à retourner à  
**Attac - service abonnements**  
**21ter rue Voltaire 75011 Paris**

**Attac**  
association pour la taxation  
des transactions financières  
et pour l'action citoyenne  
**est un mouvement  
d'éducation populaire  
tourné vers l'action.**  
**Attac se mobilise  
contre l'hégémonie  
de la finance  
et la marchandisation  
du monde,  
pour des alternatives  
sociales, écologiques  
et démocratiques.**

éditeur de publication  
**Attac France**  
directrice de publication  
**Annick Coupé**  
secrétariat de rédaction  
**Nikolaz Berthomeau,  
Jeanne Planche**  
conception maquette  
**Stéphane Dupont**

ont participé à la rédaction  
de ce numéro  
**Christophe Aguiton,  
Anne-Marie Alary, Geneviève  
Azam, Isabelle Bourboulon,  
Nick Buxton, Maxime Combes,  
Franck Gaudichaud,  
Vincent Gay, Pierre Grimaud,  
Nicolas Haeringer,  
Didier Falleur, Christian  
Ladesou, Florence Lauzier,  
Ambre Lefèvre,  
Eric Le Gall, Carole Peychaud,  
Alice Picard, Jeanne Planche,  
Dominique Plihon,  
Raphaël Pradeau, Julien  
Rivoire, Antoine Ronchin,  
Aurélien Trouvé, Frédéric Viale**  
Sauf mention contraire,  
tou-te-s les rédacteurs-trices  
sont membres des instances  
et commissions d'Attac

couverture  
**Brice le Gall**

illustrations  
**Charlotte Planche**

impression  
**Ça va print**  
imprimé sur papier recyclé



SYNDICAT DE LA PRESSE SOCIALE

abonnement annuel  
4 numéros : 20€  
dépôt légal à parution  
ISSN 1620-8420  
CPPAP 0519G81654

**Attac France**  
**21 ter rue Voltaire**  
**75011 Paris**  
**01 56 06 43 60**  
[attacfr@attac.org](mailto:attacfr@attac.org)

## En 2019, toujours d'Attac !



L'année 2018 a été marquée par un mouvement social inédit qui a posé clairement la question de l'injustice fiscale et de l'inéquité de la répartition des richesses. Les Gilets jaunes ont réussi à fragiliser Emmanuel Macron, le "président des riches" qu'Attac dénonce depuis le début du quinquennat. Le gouvernement a du faire quelques concessions, ce qui n'était pas arrivé en un an et demi de macronie ! Mais il n'a pas changé de cap ! Ce mouvement a démontré que la transition écologique ne peut se faire sans justice sociale. Attac œuvrera pour que la transition ne se réalise pas sur le dos des plus modestes, pour faire payer les vrais responsables du dérèglement climatique, les grandes entreprises polluantes, et obliger les banques à mettre fin au financement des énergies fossiles.



En 2019, Attac poursuivra son travail d'éducation populaire et ses actions pour la justice sociale, fiscale et climatique. Nous appellerons à désobéir à l'UE du néolibéralisme économique et des multinationales : c'est le seul moyen de reconstruire une Europe solidaire et démocratique. Le gouvernement prépare une réforme des retraites, jalon indispensable de son chantier de destruction de la protection sociale : là encore, Attac travaillera à une riposte la plus large possible. Notre but : montrer que le "pognon de dingue" est là, pour financer la protection sociale, des services publics de qualité et la transition écologique, à condition de faire payer les ultra-riches et multinationales, de rétablir l'ISF, de lutter contre l'évasion fiscale, de mettre en place une taxation des transactions financières...



Aurélien Trouvé,  
Dominique Plihon  
et Raphaël Pradeau  
porte-paroles d'Attac France

Cette année, exceptionnellement, notre rendez-vous de formation, de débats, de construction de mobilisations, ne sera pas une université d'été, mais un contre-sommet face au G7, à Biarritz, fin août. Ce sera l'occasion également de montrer aux dirigeants des pays les plus riches de la planète qu'ils ne peuvent pas continuer à mener des politiques inégalitaires et climaticides.

2019 sera l'année de l'élection d'un nouveau Conseil d'administration pour Attac. Celui-ci mettra en oeuvre les orientations que nous aurons définies ensemble par l'élaboration collective du rapport 2019-2022 ([www.orientations.attac.org](http://www.orientations.attac.org)). Des débats auront lieu lors des Assises qui se tiendront à Marseille, les 16 et 17 février 2019. Pour participer à la vie démocratique d'Attac, n'oubliez pas d'adhérer dès ce début d'année.

Enfin, vous trouverez, joint à ce numéro, un questionnaire adressé à l'ensemble des abonné·e·s de *Lignes d'Attac*. Nous vous invitons à nous faire part de vos remarques afin que notre journal réponde au mieux à vos attentes.

Bonne année 2019 !



© DR - Attac

## Amérique Latine quelques leçons de la crise des progressismes pour penser l'écosocialisme du XXI<sup>e</sup> siècle **ANALYSE**

*Note : ce texte est une brève réflexion basée notamment sur les témoignages et les articles de nombreux·ses militant·e·s et intellectuel·le·s critiques latino-américain·e·s. Il ne s'agit pas ici de "donner des leçons" depuis la France, mais bien de tirer des bilans critiques de la période 1998-2018 pour penser l'émancipation, ici et là-bas.*

Les revers et reflux se sont multipliés en Amérique Latine ces dernières années pour les forces progressistes, "nationale-populaires" et postnéolibérales. Si celles-ci ne disparaissent pas entièrement de la scène politique (Equateur, Bolivie, Uruguay), voire connaissent un succès électoral retentissant (Mexique), elles subissent globalement les coups de force des oligarchies (comme au Brésil), ou connaissent des décompositions profondes (Venezuela) et même des dérives répressives dramatiques (Nicaragua). Il existe néanmoins un regain des luttes, et même l'émergence de nouvelles générations d'activistes, nés à la fin des années 90.

### Reconfiguration des luttes sociales

On assiste à la revitalisation du syndicalisme au Chili, et même à sa politisation, malgré des conditions de précarisation néolibérales extrêmes. Au Brésil, le *Movimento dos Trabalhadores Sem Teto* (MTST), qui proteste contre les problèmes d'accès au logement, constitue une force sociale montante. En Argentine, les manifestations contre la réforme néolibérale des retraites de Mauricio Macri, en décembre 2017, ont été massives. Il faut souligner la force du mouvement féministe, radical et populaire, avec *Ni una menos* (pas une de moins) : le mouvement argentin (en 2015) contre le patriarcat et la violence faite aux femmes, a réuni des centaines de milliers de manifestant·e·s, et s'étend ensuite à l'Amérique latine et bien au-delà (notamment au Chili avec

la *révolution féministe* de mai-juin 2018 ou au Brésil avec le mouvement *Ele não* contre Bolsonaro, le nouveau président d'extrême-droite). Les grandes mobilisations de la jeunesse urbaine brésilienne, en juin 2013, ont aussi constitué le premier grand affrontement social avec le Parti des Travailleurs au pouvoir et affirmé l'émergence d'un cycle de protestation qui a rompu en partie la démobilitation qu'avait pu installer le PT et ses relais au sein des mouvements sociaux et de la principale centrale syndicale (CUT), particulièrement entre 2013 et 2016. En même temps, faute d'alternatives, et dans le cadre d'une instrumentalisation croissante de la question de la corruption, cette dynamique a été mise à profit par la droite, l'extrême-droite et les Eglises évangéliques pour occuper la rue, tout en préparant un coup d'Etat parlementaire contre Dilma Rousseff (août 2016), et sur le plan judiciaire, l'emprisonnement (frauduleux) de Lula pour la campagne présidentielle de ces derniers mois.

### Crise des expériences progressistes

Et c'est là l'un des paradoxes actuels : en l'état, cette conjoncture de crise ne bénéficie pas à la gauche radicale (ou à une option stratégique anticapitaliste) dont les forces s'avèrent trop minoritaires, dispersées, dogmatiques parfois, pour incarner une alternative concrète face au retour du néolibéralisme. Car, ce sont surtout les secteurs oligarchiques et réactionnaires qui relèvent la tête (jusqu'à réussir à conquérir le principal Etat de la région, le Brésil) et il est indéniable que les Etats-Unis agissent pour renforcer cette tendance, afin de faire rendre gorge à une Amérique Latine rebelle qui leur a tenu tête. Cette situation difficile est également liée aux choix politiques faits par les gauches de gouvernement, qui ont préféré les compromis avec les secteurs dominants, l'incorporation "bonapartiste" des classes populaires et l'extension des programmes assistancialisés (dans une période de forte croissance) afin de répondre à l'urgence sociale. Ceci sans articuler l'indispensable réduction de la pauvreté et des inégalités avec la construction d'une conscience de classe et l'organisation communautaire ou autogestionnaire. Alors que la crise mondiale a fait chuter brutalement les cours des matières premières, saute aux yeux le prix payé pour la consolidation de modèles économiques dépendants, basés sur l'extractivisme et des États rentiers clientélistes. C'est particulièrement le cas au Venezuela sous Maduro.

Pour surmonter ces défis, sans s'aligner sur les forces conservatrices et oligarchiques, et afin d'affronter les manœuvres hégémoniques (états-uniennes mais aussi chinoises), la clef de période est à rechercher – à nouveaux frais – "en bas, à gauche". A rebours des interprétations issues du "populisme de gauche", la crise actuelle indique qu'un projet de transformation ne peut en aucun cas se limiter à des réformes étatiques "par en haut", basé sur une redistribution partielle de la rente des matières premières, l'intensification de la matrice extractiviste et des modèles politiques hyperprésidentialisés et "charismatiques".

### Restaurer le "principe espérance"

Il s'agit au contraire de renouer avec les capacités d'auto-organisation des mouvements populaires et des travail-

leurs, de mettre au centre l'émancipation écosocialiste, ainsi que les antagonismes sociaux de classe, de race et de genre. Cette orientation ne pourra cependant pas être promue dans un seul pays : sans une intégration régionale, solidaire et combinée, l'Amérique Latine ne peut faire face aux dynamiques néocoloniales du capitalisme global, des classes dominantes, et de leurs appareils idéologiques, militaires ou médiatiques. Enfin, les contradictions et tensions existantes au sein des mouvements sociaux, traversés par de multiples réflexes corporatistes ou conservateurs, divisions et violences du quotidien, devront être surmontées. Ce qui n'est pas une mince affaire. Les dynamiques des résistances actuelles offrent néanmoins des raisons d'espérer, pour repenser radicalement, à la racine, une société des communs et du "bien vivre", non seulement contre l'ordre dominant, mais bien pour restaurer le "principe espérance" au service des futures générations humaines.

**Franck Gaudichaud**, maître de conférences à l'université Grenoble Alpes, membre du comité éditorial de la revue *Contretemps*, auteur notamment de *Amériques Latines. Emancipations en construction* (Paris, Syllepse, 2013) et *Chili 1970-1973. Mille jours qui ébranlèrent le monde* (Rennes, PUR, 2013).

## Des nouvelles de la campagne "Pas avec notre argent" **CAMPAGNE**

Une nouvelle phase de la campagne « Pas avec notre argent » a été lancée par Attac et 350.org. Elle cible l'emploi des fonds collectés sur les Livrets de développement durable et solidaire (LDDS) par les banques et la Caisse des dépôts et consignations (CDD) : 106 milliards d'encours sur 24 millions de livrets... dont une partie va alimenter, sans que les épargnants ne le sachent, l'industrie des énergies fossiles !

### Donner les moyens d'agir

Pour permettre aux citoyen·ne·s d'agir, nous avons diffusé un "kit de mobilisation" et organisé des formations en ligne. Nous avons interpellé les banques françaises leur demandant comment elles pouvaient garantir à leurs client·e·s qu'aucun euro du LDDS ne finance l'aggravation de la crise climatique et que cet argent finance des projets contribuant effectivement à la transition énergétique ou à la réduction de l'empreinte climatique. Nous attendons des réponses précises et des engagements concrets que nous communiquerons publiquement. Nous avons poursuivi notre travail de sensibilisation en menant de actions citoyennes pendant la COP 24, notamment à Paris, Aix en Provence, Dax, Étampes, Lannion, Lille, Mâcon, Metz, Montreuil, Nîmes, Rennes, Clamart, Lyon, Saint-Paul en Réunion...

### Les premiers résultats

Lundi 26 novembre à l'occasion du *Forum Finance Climat*, le ministre de l'Economie et des finances, Bruno Le Maire, a reconnu qu'il y a "tromperie sur la marchandise" quant au LDDS et a affirmé – pour la seconde année consécutive – vouloir s'assurer que l'usage de l'argent placé par les 24 millions d'épargnants ira "exclusivement à des investissements verts". Le lendemain, le directeur de la CDC a pris l'engagement de désinvestir du charbon leur portefeuille de placements financiers (soit 150 milliards d'euros). Une première victoire pour la campagne #PasAvecNotreArgent !

### La suite ?

Cette campagne va se poursuivre en 2019. Nous envisageons de l'élargir au livret A et au Fonds de Réserve des Retraites (également gérés par la CDC) et avons bon espoir que la nécessité de changer la réglementation du livret soit débattue prochainement au Parlement.

**Anne-Marie Alary, Florence Lauzier, Raphaël Pradeau**

Plus d'informations sur <https://france.attac.org/se-mobiliser/pasavecnotreargent>

## Des règles pour les multinationales, des droits pour les populations **CAMPAGNE**

Depuis 2014, le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU a pour mandat d'élaborer un outil contraignant relatif aux violations des droits humains par les entreprises multinationales. Ce mandat fait suite à plus de vingt ans de mobilisation de la société civile internationale au travers de la "campagne globale pour revendiquer la souveraineté des peuples, démanteler le pouvoir des multinationales et mettre fin à l'impunité" dont Attac France est membre. Après quatre années de négociations, l'absence de volonté politique pour mettre en place une protection des victimes est manifeste, et on constate que l'UE est l'un des premiers obstacles à la construction du processus.

Cette initiative onusienne remet sur la table la question du rôle du multilatéralisme dans un monde globalisé où les acteurs privés transnationaux jouissent d'une architecture de l'impunité. Cela met également en lumière la mainmise sur la "démocratie européenne" des lobbys économiques et financiers. Le déroulement de la 4ème session de négociation, en octobre 2018, était en soi une victoire, car le processus suit son cours ! Et si le projet de traité est sujet à de nombreuses critiques, l'existence même de débats constitue un espace d'influence à occuper.

La France est le seul pays au monde à avoir adopté une loi sur la responsabilité des multinationales et leurs chaînes d'approvisionnement, la loi dite "devoir de vigilance". Charge donc à la France d'internationaliser les obligations contenues dans cette loi afin d'impulser un cadre mondial. Pour l'instant le processus continue en 2019 avec la publication d'un texte révisé en juillet et une 5ème session de négociations en octobre.

Un des outils pour continuer d'exiger que les droits humains priment sur les droits économiques sera le lancement, début 2019, d'une grande campagne européenne pour exiger des droits pour les peuples et des devoirs pour les multinationales. Attac France y participera tout comme nombre d'autres Attac en Europe.

Carole Peychaud

## Une nouvelle campagne européenne

Le 22 janvier, à l'occasion du Forum économique mondial de Davos, Attac France va s'engager et soutenir une campagne européenne qui réunit des centaines d'associations, syndicats, et mouvements sociaux. Objectif : poursuivre le travail de sape contre les mécanismes d'arbitrage privés qui octroient des privilèges et une impunité aux entreprises multinationales et, dans le même temps, soutenir l'adoption de régulations internationales contraignantes.

Plus de 3400 traités et accords protègent en effet les investissements des multinationales tandis qu'aucun texte international juridiquement contraignant ne garantit qu'elles respectent les droits humains et de l'environnement, ni ne garantit l'accès à la justice pour les populations victimes de leurs agissements. Devenues de très puissants acteurs économiques et financiers, aidées de gouvernements qui sont devenus leurs obligés, les multinationales disposent de droits et de pouvoirs étendus, tant sur nos vies que sur la planète.

Comment les désarmer ? La campagne "Des droits pour les populations, des règles pour les multinationales" vise à passer la vitesse supérieure : il est temps, et il est possible, de réduire les pouvoirs des multinationales et d'en redonner aux populations et aux pouvoirs publics. Ne serait-ce que parce que les dispositifs de règlement des différends entre investisseurs et Etats (en anglais *Investor-State dispute settlement, ISDS*) sont déjà très largement délégitimés aux yeux de l'opinion publique.

Construite autour d'une pétition européenne visant à recueillir plusieurs millions de signatures cette campagne est sans doute la campagne coordonnée de dimension européenne la plus large, tant en termes d'organisations impliquées que du point de vue du nombre de personnes qu'il va être possible de toucher. Loin de se limiter à la pétition, cette campagne vise également à permettre à chaque organisation et à chaque collectif citoyen de s'impliquer à son échelle et à sa mesure : actions de désobéissance et de rue, sensibilisation et éducation populaire, plaidoyer etc. Pour faire refluer le pouvoir des multinationales et reprendre notre avenir en mains.

Maxime Combes

Sites de la campagne : [www.stopisds.org](http://www.stopisds.org) et [www.rules4corporations.org](http://www.rules4corporations.org)  
Note d'Attac France, "Mobilisons-nous pour un traité visant à mettre fin à l'impunité des entreprises transnationales"  
<https://www.attac.org/l/traitecontraignant>

Pour en savoir plus

Rapport du CCFD : [https://ccfd-terresolidaire.org/IMG/pdf/ccfd-terre\\_solidaire\\_-\\_strategie\\_de\\_diversion\\_-\\_ue\\_et\\_traite\\_onu.pdf](https://ccfd-terresolidaire.org/IMG/pdf/ccfd-terre_solidaire_-_strategie_de_diversion_-_ue_et_traite_onu.pdf)

Rapport des Amis de la terre et de TNI : [www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/impunite-made-in-europefr.pdf](http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/impunite-made-in-europefr.pdf)

Décryptage de la session 2018 des négociations : [www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/traite\\_onu\\_vrais\\_enjeux\\_et\\_faux\\_debats.pdf](http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/traite_onu_vrais_enjeux_et_faux_debats.pdf)



## En Méditerranée, moins de traversées toujours plus de morts **ENQUÊTE**

Un bateau qui sauve des vies et qui est empêché de naviguer ; par décision politique. La situation de l'Aquarius peut faire frémir. Affrété par SOS Méditerranée et Médecins sans frontières, le navire a perdu son pavillon en septembre, après avoir secouru 29 523 personnes depuis 2016.

Depuis sa mise à l'arrêt, le nombre de disparu·e·s en mer n'a fait qu'augmenter. Car les bateaux d'ONG qui assurent les sauvetages en mer sont de moins en moins nombreux, et de plus en plus limités dans leurs moyens d'actions. "La bascule s'est produite au début des années 2010, quand les autorités européennes ont décidé d'externaliser les politiques d'asile", explique Violaine Carrère, du Gisti (Groupe d'information et de soutien des immigré·e·s). Un accord est signé entre Ankara et l'Union européenne (UE) en mars 2016 : les migrant·e·s qui traversent pour atteindre les îles grecques peuvent être renvoyé·e·s en Turquie. Ce passage est alors le plus emprunté par les réfugié·e·s. "La situation est catastrophique sur les îles grecques, les migrant·e·s sont enfermés sur ces petits territoires pendant plusieurs années, ils ne peuvent en sortir sans perdre leur demande d'asile", dénonce Marine De Haas, responsable des questions européennes à La Cimade.

Après l'accord entre la Turquie et l'UE, les réseaux de passeurs se reportent sur "la route centrale de la Méditerranée", à savoir la voie entre la Libye et la Sicile. Le nombre de traversées augmente significativement en 2016-2017. Et le nombre de naufrages aussi. Face à cette situation, des ONG envoient des bateaux pour secourir les passagers des embarcations de fortune qui partent de l'Afrique. En février 2017, l'UE développe un programme de soutien et de formation des gardes-côtes libyens. Ce sont eux qui sont désormais en charge du sauvetage des migrant·e·s, qu'ils ramènent en Libye, pays où les réfugié·e·s ont bien souvent subi les pires tortures et d'où ils veulent partir à tout prix, même à celui de se noyer en Méditerranée.

"Le nombre d'arrivées sur le sol européen a chuté depuis que l'Union européenne affecte des moyens pour sous-traiter aux gardes-côtes libyens", pointe Marine De Haas. Les chiffres de réfugiés qui tentent de rejoindre l'Europe sont de nouveau comparables à ceux d'avant la "crise migratoire" de 2015. "Les passages sont moins nombreux depuis la fin de l'été 2017, mais beaucoup plus meurtriers", souligne la responsable de la Cimade. En septembre 2018, une personne a disparu en mer pour chaque groupe de cinq personnes tentant la traversée.

Face à chaque nouveau dispositif de l'UE, les réseaux de passeurs s'adaptent. Depuis le début de l'année 2018, l'Espagne est redevenue la principale porte d'entrée en Europe, même si les passages par les enclaves au Maroc ou par le détroit de Gibraltar sont particulièrement dangereux. 50 000 personnes sont arrivées sur les côtes andalouses depuis janvier. "L'arsenal législatif européen se concentre davantage sur la protection des frontières et la lutte contre les entrées irrégulières que sur la façon dont on accueille les réfugiés", regrette Violaine Carrère. Désormais, la pression est mise sur les pays de départ pour qu'ils empêchent les personnes de traverser la Méditerranée. "L'argent part dans des dispositifs à vocation répressive", résume Marine De Haas. Et la société civile ne peut plus compenser : "Début 2017, les ONG ont été accusées de faire le jeu des passeurs, d'inciter les gens à prendre la mer et à mourir", s'insurge la responsable de La Cimade, pointant la responsabilité de Frontex (l'Agence européenne de gardes-frontières et de gardes-côtes), mais aussi celles des dirigeants politiques. Confrontées à ces nombreuses difficultés, des ONG ont abandonné leurs opérations de sauvetage en mer. La situation s'est encore aggravée cet été, avec la fermeture des ports italiens pour les navires humanitaires encore en mission. A chaque sauvetage, des discussions surréalistes entre pays européens s'engagent pour refuser l'accueil d'une poignée de migrant·e·s. "Aucun accord global n'est possible", regrette Marine De Haas, avant de détailler : "les pays d'accueil comme la Grèce, l'Italie et l'Espagne veulent rééquilibrer les choses, tandis que la Hongrie, la Pologne, la Slovaquie ou la République tchèque ne veulent pas en entendre parler". Et l'Allemagne et la France ? "Malgré leurs discours au niveau européen, Merkel et Macron sont rattrapés par leurs réalités nationales avec notamment la montée de l'extrême-droite". Marine De Haas ne voit pas d'amélioration dans les mois à venir. L'UE continuera à fermer ses frontières et les migrant·e·s continueront à se noyer.

**Ambre Lefevre**

*Les chiffres de cet article sont issus de rapports de la Cimade et du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR).*



## “Sur l’Europe, nous avons besoin de stratégies qui nous donnent les moyens d’agir ici et maintenant”

**Lisa Mittendrein, chargée de campagne pour Attac Autriche**

**ENTRETIEN**

Attac Autriche a publié en 2017 un livre sur l’Union européenne. D’où vient ce projet ?

Il faut tout d’abord savoir qu’il a été très difficile de critiquer l’UE en Autriche sans être assimilé à l’extrême-droite. C’est de la nécessité de porter une critique de gauche qu’est né ce livre. Il est le résultat d’une réflexion interne à Attac Autriche menée depuis 2015.

Peux-tu nous présenter la thèse que vous y défendez ?

Je vais tenter de résumer la position que nous soutenons vis-à-vis de l’UE : 1. Le fait que l’UE ait quelques aspects positifs ne doit pas nous empêcher de la critiquer profondément. 2. Le néolibéralisme est au cœur de la construction européenne. Il est vain de croire que nous pouvons réformer l’UE pour la mettre au service de nos objectifs. 3. Actuellement, “plus d’Europe” signifie “plus de néolibéralisme” et nous ne pouvons pas soutenir ce projet. 4. La question de la sortie de l’euro voire de l’UE se pose différemment dans chaque pays. En l’état actuel des choses, ce ne serait pas une option souhaitable pour l’Autriche. 5. Le choix binaire entre “plus d’Europe” et “retour à l’Etat-nation” est fallacieux. 6. L’extrême-droite promeut aussi les politiques néolibérales, dans une version encore plus autoritaire. Nous devons le révéler clairement et nous y opposer. 7. Les différents scénarios qui se présentent pour un développement de l’UE sont tous aussi indésirables les uns que les autres. 8. Les initiatives actuelles telles que Diem25 ou “Lexit” sont un échec. 9. Nous avons besoin de stratégies qui nous donnent les moyens d’agir ici et maintenant (et non dans un hypothétique futur lorsque la gauche aura conquis le pouvoir dans l’UE)...

Propos recueillis par Alice Picard

Le livre d’Attac Autriche est en accès libre à télécharger (en anglais) sur : <https://the-european-illusion.eu/>

## Davos, le véritable bilan des multinationales françaises **ÉVÈNEMENT**

Les multinationales vont se réunir à nouveau à Davos du 22 au 25 janvier 2019 en invitant les dirigeants politiques en totale collusion avec elles. Pour le mouvement altermondialiste, cet événement annuel, largement médiatisé, est une provocation car cette oligarchie est responsable de la crise économique, sociale et écologique.

L’Observatoire des multinationales a publié, en juin 2018, un rapport très instructif sur “Le véritable bilan annuel des grandes entreprises françaises”. En s’appuyant sur ce travail, Attac va publier à l’occasion du sommet de Davos une analyse sur le coût de “nos chères multinationales” pour la société et la planète. L’accent sera mis sur trois types de coûts.

En premier lieu, les multinationales françaises contribuent aux inégalités sociales et au chômage : de 2010 à 2017 : les dividendes des sociétés du CAC 40 ont augmenté de 44%, les rémunérations patronales de 32%, les salaires moyens de 22%, leurs effectifs mondiaux de 2.4%... et leurs effectifs en France ont baissé de 20%. Ainsi, le chiffre d’affaires de Michelin a augmenté de 22%, tandis que ses effectifs en France décroissait dans les mêmes proportions; le salaire moyen d’un patron du CAC 40 était de 4.68 millions d’euros en 2017 ; autre exemple, il faut 251 ans pour un salarié de Carrefour pour gagner autant que son PDG, 201 ans dans le cas de Renault...

Deuxième coût pour la société : les entreprises du CAC 40 sont les championnes de l’évitement fiscal : selon la direction du Trésor, le taux d’imposition effectif brut des grandes entreprises était en 2014 de 26%, contre 32% pour les PME. En 2017, le CAC 40 avait 16240 filiales, dont 2469 localisées dans des territoires identifiés comme des “paradis fiscaux et judiciaires”, soit une moyenne de 427 filiales par groupe.

Last, but not least, les dégâts écologiques de “nos multinationales” sont considérables : en 2017, 22 entreprises du CAC 40 ont déclaré des émissions de gaz à effet de serre en hausse. 1.29 milliard : c’est le nombre de tonnes de gaz à effet de serre émises dans l’atmosphère par 37 groupes du CAC 40, selon l’Observatoire des Multinationales. Ce qui équivaut aux émissions combinées de la France, de l’Allemagne et des Pays-Bas.

**Dominique Plihon et Pierre Grimaud**

Plus d’informations sur [france.attac.org](http://france.attac.org) et <http://multinationales.org/Le-veritable-bilan-annuel-des-grandes-entreprises-francaises>



## “L’instabilité politique structurelle ouvre des brèches, pour le meilleur comme pour le pire”

**Ugo Palheta, sociologue, auteur de *La possibilité du fascisme***

**Autriche, Hongrie, Italie, Brésil... la liste des pays où l’extrême droite accède au gouvernement s’allonge. Qu’est-ce qui favorise, selon toi, ce climat et la montée de l’extrême droite à l’échelle internationale ?**

C’est en premier lieu la destruction néolibérale des “compromis” sociaux qui favorise partout une déstabilisation de la domination politique des bourgeoisies et la montée de forces portant des projets ultra-nationalistes voire néofascistes. Même si ces forces ne sont en rien anti-système, elles ne sont pas la première option des classes dominantes (comme l’ont montré les exemples d’aventuriers comme Trump ou Bolsonaro). Le paradoxe c’est que le capitalisme apparaît tout-puissant, parce que débarrassé d’un adversaire à sa mesure depuis le déclin du mouvement communiste international, mais n’en est pas moins fragile politiquement. La raison tient au double effet des contre-réformes néolibérales qui, d’un côté, ont renforcé partout le pouvoir patronal et permis de rétablir en partie les taux de profit, mais de l’autre ont largement effrité les conditions socio-politiques permettant à l’ordre capitaliste d’apparaître comme légitime aux yeux des classes populaires. Une crise d’hégémonie – plus ou moins aiguë selon les pays – s’est donc déployée à l’échelle mondiale, les directions politiques traditionnelles parvenant de moins en moins à obtenir le consentement des populations aux politiques menées. Cela n’équivaut pas à une voie royale pour les forces d’émancipation mais il est clair que l’instabilité politique est à présent structurelle et ouvre des brèches, pour le meilleur comme pour le pire.

**Dans ton dernier livre tu rejettes le concept de populisme que tu juges trop “vague”. Comment caractérises-tu alors les dynamiques et projets politiques d’un Trump, d’un Salvini ou d’un Orban ?**

Le concept de “populisme” est non seulement vague mais il permet aussi deux choses : délégitimer toute critique de

gauche du capitalisme néolibéral, assimilée à l’extrême droite ; et faire oublier que ce sont les gouvernements “démocratiques”, dont celui de Macron, qui engagent des tournants autoritaires. Pour ce qui est de Trump, de Salvini ou d’Orban, il faudrait faire l’analyse précise de chacun – idéologies, implantation, pratiques, etc. –, mais il est clair qu’ils partagent une même orientation nationaliste, autoritaire, xénophobe et islamophobe. Ce qu’on peut craindre c’est que leur règne ne constitue qu’une phase de transition vers d’authentiques États d’exception, soit par fascisation interne, soit en favorisant la montée de forces plus spécifiquement néofascistes. En effet, dans la mesure où leurs politiques ne rompent pas avec le cycle d’appauvrissement des classes populaires, ces gouvernements ne peuvent se maintenir au pouvoir que par une surenchère nationaliste et raciste, et en écrasant de plus en plus brutalement toute contestation. Personne ne peut sérieusement prédire jusqu’où cela peut mener.

**Le titre de ton ouvrage, *La possibilité du fascisme*, invite à prendre la mesure de la gravité de la situation. En quoi la France est-elle confrontée à cette hypothèse d’un retour du fascisme ou de l’émergence d’un néofascisme ?**

D’abord, la crise d’hégémonie est particulièrement profonde en France, comme l’illustrent la pulvérisation du champ politique traditionnel lors de la dernière présidentielle, la carbonisation rapide du macronisme, ou encore le mouvement des gilets jaunes, très fortement soutenu dans la population. Ensuite, les gouvernements ont poussé déjà loin le durcissement autoritaire et ont beaucoup œuvré, en particulier depuis une quinzaine d’années, à la construction d’un ennemi de l’intérieur, sous la forme des immigré-e-s ou descendant-e-s d’immigré-e-s, et musulman-e-s (réel-le-s ou présumé-e-s d’ailleurs). En banalisant les positions traditionnelles de l’extrême droite, cela a immanquablement contribué au renforcement du Front national qui, s’il ne dispose pas des milices armées propres au fascisme, est porteur d’un projet nationaliste de type fasciste. En dernier lieu, la gauche radicale et les mouvements de contestation sont suffisamment forts en France depuis plus de vingt ans pour apparaître comme une épine dans le pied de la classe dominante française mais trop faibles, pour le moment du moins, pour constituer une solution à la crise politique. Ce type de situation pourrait amener une fraction des classes dominantes à œuvrer en faveur d’une alliance entre la droite et le FN, voire à terme à pousser ce dernier au pouvoir (si du moins il donne des gages sur le plan économique, ce qu’il tente justement de faire actuellement).

Propos recueillis par Julien Rivoire

**Ugo Palheta, *La possibilité du fascisme*, La Découverte, Paris, 2018**

### Victoire citoyenne contre un grand projet inutile : un exemple à suivre !

Les bonnes nouvelles ne sont pas si nombreuses pour passer sous silence la victoire exemplaire obtenue contre la construction de l'A45, cette deuxième autoroute (payante), parallèle à l'existante (gratuite), que certains élus locaux voulaient construire entre les faubourgs de Lyon et ceux de Saint-Etienne. Preuve que la mobilisation citoyenne paie ! A l'été 2016, suite au vote des financements par les collectivités territoriales, les promoteurs de l'A45 étaient sûrs de leur coup ! Par leur détermination et leur capacité à réunir jusqu'à 10 000 personnes et 130 tracteurs les 1 et 2 juillet 2017 à Saint-Maurice sur Dargoire (Rhône), les opposant-e-s ont montré que ce projet d'autoroute, qui n'aurait rien résolu, faisait face à une résistance déterminée sur le terrain.

Alors que de nombreux autres projets autoroutiers viennent d'être entérinés par le gouvernement (contournement de Strasbourg, Rouen et Arles, autoroute Toulouse-Castres, axe Rouen-Orléans, la RCEA dans l'Allier et l'A31 bis en Moselle), l'abandon de l'A45 s'explique principalement par ce rapport de force institué sur le terrain. Pour justifier sa décision, la ministre des Transports a évoqué en effet une "absence de consensus", s'appuyant sur le rapport Duron qui jugeait le projet de l'A45 "beaucoup trop controversé" et préconisait d'étudier les pistes alternatives.

Articulée autour des associations d'opposant-e-s historiques, d'un collectif de paysan-ne-s et d'un collectif de naturalistes, renforcée par des habitant-e-s, des jeunes, des chercheur-euse-s et des citoyen-ne-s venu-e-s de différents horizons, la coordination des opposants à l'A45 est née à l'automne 2016 pour donner une nouvelle impulsion à la mobilisation citoyenne. Deux ans plus tard, suite à un engagement quotidien et déterminé, les bétonneurs doivent reculer et ce sont les arguments des opposant-e-s qui ont gagné en légitimité : en 2018, préserver les terres agricoles, la biodiversité et les activités des territoires n'est pas une option, mais une nécessité. Exemple, cette mobilisation n'est néanmoins pas finie. Les autorités entendent en effet substituer à l'A45 de nouvelles infrastructures routières (doublement de ponts, amélioration de l'autoroute existante, etc). Comme si l'on pouvait se permettre de rafistoler l'existant sans réduire les besoins de mobilité, améliorer la qualité des transports, rapprocher les lieux de travail des lieux d'habitation, relocaliser les lieux de production, etc.

**Maxime Combes**

Plus d'informations sur <http://nona45.fr>

### Arenberg, un forum pour une finance mondiale éthique et solidaire

Un forum anti-Davos dans les Hauts-de-France. Il fallait y penser. L'idée vient d'associations chrétiennes du département du Nord venues écouter la présentation de leur livre, *Sans domicile fisc* (Le Cherche-Midi, 2016), par Alain Bocquet, ancien député communiste et Eric Bocquet, sénateur. Le projet : une tribune, ouverte au public le plus large, pour les associations régionales qui agissent pour une finance qui bannit la spéculation, la fraude et l'évasion fiscale ; une finance au service des femmes et des hommes et de l'économie réelle ; une finance au bénéfice de la justice sociale, du développement des territoires et du respect de la nature. Le résultat : ce Forum qui aura lieu les 23 et 24 mars 2019 à "Arenberg, Creative mine" (Valenciennes) autour des thèmes de la fraude et de l'évasion fiscale, de la crise financière mondiale, des propositions de la société civile aux politiques. L'organisation : un village des alternatives pour rencontrer et débattre avec les associations et des témoins réunis en une bibliothèque humaine ; des tables rondes avec des lanceurs d'alerte, des magistrats, des universitaires, des élus ; du théâtre, une librairie, de quoi se restaurer. Bref, un bon moment d'éducation populaire pour l'action citoyenne. Les Attac du Nord et du Pas-de-Calais sont bien entendu impliqués et ils vous attendront à leur exposition "Un monde à changer".

**Christian Ladesou, Attac Lille**

### Les Jeux olympiques, un grand projet inutile et imposé

Le mouvement social a toutes les raisons de s'approprier la question des Jeux olympiques : dépenses budgétaires somptuaires pour quinze jours de Jeux aux dépens des attentes légitimes de la population, sacrifice du sport pour tous au profit du sport-spectacle, mise en place d'infrastructures pensées pour les Jeux mais pas pour les populations, saccage écologique et discours de propagande vert, gentrification induite par la conduite d'énormes projets immobiliers qui vont chasser encore plus loin les habitants modestes des banlieues proches de Paris ou de Marseille. La loi olympique prévoit qu'une partie du Village olympique sera financé par les OPHLM alors que l'argent manque systématiquement pour le logement social. La France s'est transformée en paradis fiscal pour les organisateurs de grands événements sportifs.

Un livre vient de sortir. Il rassemble les contributions de l'association "NON aux JO 2024 à Paris" et des combats locaux contre les GP11, celui contre la bétonisation du Triangle de Gonesse ou les associations locales de Saint-Denis. L'Assemblée des luttes locales contre le Grand Paris permet la jonction de la lutte contre les JO avec les résistances locales. L'enjeu est désormais que ce sujet, actuellement totalement délaissé par le débat public, devienne un sujet politique lors des prochaines élections municipales.

**Frédéric Viale**

Le livre : <https://libre-solidaire.fr/>

L'association : <http://nonjo2024aparis.neowordpress.fr/>



## Lutter ensemble : “un potentiel de transformation qui prend du temps mais donne énormément d’espoir”

entretien avec Juliette Rousseau, militante, qui publie *Lutter ensemble*, pour de nouvelles complicités politiques

Dans nos organisations, la question des alliances est une question centrale. Avec qui peut-on s’allier ? Nos alliances sont-elles temporaires ? De longue durée ? Objectives ? De circonstance ? On parle également beaucoup de convergence des luttes. Ton livre, lui, est construit autour de la question des “complicités”, ce qui implique de “désapprendre” la manière dont nous envisageons l’unité en politique, et à inventer de nouvelles manières de “nous correspondre”.

La culture politique altermondialiste, qui est encore aujourd’hui ma culture politique, et les appels à la convergence des luttes, comme on peut en entendre régulièrement – autour de Nuit Debout, par exemple – reconnaît l’existence de différents fronts de lutte. Mais la question des identités, de qui porte chacune de ces luttes-là est soumise à une homogénéisation par le haut. Ce qui prend le pas, c’est la nécessité de faire front commun. Front commun au sens d’une dynamique qui viendrait effacer les rapports de dominations internes à cette dynamique. Or la camaraderie ne peut pas effacer les rapports de domination. Cindy Wiesner, du mouvement états-unien *Grassroots Global Justice Alliance*, explique par exemple qu’elle a dû “forger” des alliances, contractualiser des relations. En commençant par mettre tout le monde autour d’une même table et reconnaître que nous n’avons pas tou-te-s les mêmes ressources, les mêmes capacités, la même visibilité. Mais si on veut construire des fronts durables qui fassent sens, qui placent en leur centre les problématiques des personnes qui sont les plus impactées, alors on n’a pas d’autre choix que d’en passer par là : partager les ressources, faire attention à la visibilité, etc.

Ça n’existe pas, je crois, dans la culture altermondialiste, dont l’approche consiste à dire qu’on partage des valeurs politiques et un horizon commun – et que partant de là on n’a pas besoin de nommer les différences, de mettre en évidence ce qui peut faire de potentielles divisions entre nous. Je trouve l’exemple que donnait Cindy assez beau : les principes de Jemez, qui définissent les grandes lignes d’un fonctionnement collectif réellement inclusif et démocratique, ont été adoptés en 1996. Elle raconte que plus de 20 ans après l’adoption de ces principes, des organisations s’en sont enfin

saisies, pour construire des complicités plus durables, ce qui permet à ces organisations de faire des choses ensemble avec plus de légèreté, plus de facilité. Je trouve cela admirable. On renvoie à un potentiel de transformation qui prend du temps, mais donne énormément d’espoir.

Tu décris comment il faut, en quelque sorte, que chacun-e puisse gagner sa place. *Lutter ensemble* commence souvent par arracher son autonomie à l’intérieur de l’espace des mouvements...

La culture de l’autonomie est très forte dans l’altermondialisme, dans la culture des forums sociaux. Elle est palpable, dans ces espaces. Mais elle se construit souvent au détriment de la possibilité de faire émerger des fronts plus engageants collectivement. Penser l’espace militant non pas à partir de ce qu’il est, à partir de celles et ceux qui sont autour de la table, de celles et ceux dont on est proche, mais à partir de qui on a envie d’y voir... et le construire sur cette base là, est essentiel. Il y a plein d’angles morts dans nos façons de lutter – qui peut accéder à ces espaces ?

Questionner la façon dont on construit nos espaces, se pencher sur ce qui les rend inclusifs ou sur ce qui peut les rendre exclusifs, pour laisser la place à d’autres personnes, implique aussi de réfléchir à la manière d’inclure des personnes qui ne sont pas rompues à la pratique du militantisme telle que nous la concevons.

Tu montres aussi qu’arracher son autonomie se traduit par une valorisation extrêmement importante du “faire”. “Être en mesure de montrer qu’on est capable de dire ce qu’on dit qu’on fait”, comme l’explique l’un-e des personnes que tu as rencontrées...

Un-e jeune militant-e qui rentre dans nos organisations peut trop souvent se retrouver face à des figures militantes importantes, qui instaurent une forme de hiérarchie implicite, fondée sur la reconnaissance, sur le savoir, sur l’expérience. Bien sûr qu’il faut valoriser l’expérience, valoriser des lectures politiques qui sont ancrées dans une longue expérience de lutte. Mais ça ne peut pas se faire en laissant de côté celles et ceux qui arrivent.

Propos recueillis par Nicolas Haeringer

Juliette Rousseau, *Lutter ensemble*, pour de nouvelles complicités politiques, éd. Sorcières/Cambourakis, Paris, novembre 2018



De la ZAD à la Palestine, de la marche pour le climat de New York aux camps de réfugié-es de La Chapelle, Juliette Rousseau part à la rencontre de collectifs féministes, antiracistes, LGBTI, de justice climatique, etc., qui interrogent les différents rapports de domination liés à la classe, au genre, à la race ou encore à la condition physique et mentale, à l’œuvre dans la société mais aussi dans les espaces militants. Ce livre invite à explorer les nouvelles formes d’organisation et de solidarité politique qui se nouent entre les personnes concernées par une même oppression et leurs allié-es ou complices.



## Marches pour le climat : ancrer dans la durée les mouvements pour la justice climatique

Depuis septembre 2018, un mouvement pour le climat s'affirme et devient visible dans l'espace public en France. Alors que les marches du 8 septembre ont bénéficié de l'émotion suscitée par la démission de Nicolas Hulot, celles du 13 octobre ont confirmé cette dynamique ; et à l'heure où nous écrivons, la préparation de la marche "alarme climatique", le 8 décembre, au moment où s'ouvrira la COP24 en Pologne, est une preuve supplémentaire de l'ancrage dans la durée de cette mobilisation, qui résonne avec la montée des inquiétudes quant aux changements climatiques.

Mouvement multiforme, ce qui est en construction dans les marches pour le climat est un mouvement jeune, à la fois parce que récent, parce que composée de jeunes, et parce qu'animé en partie par de néo-militants. Il s'appuie sur des pratiques d'organisation qui restent à bonne distance de bon nombre d'organisations structurées, même si des collaborations plus ou moins durables sont envisagées avec Alternatiba, Attac, 350.org ou Solidaires, tandis que la plupart des ONG environnementales sont absente de l'organisation des marches. Adhérer à une association, à un syndicat ou à un parti politique n'est plus la porte d'entrée privilégiée vers l'action et l'agenda des mobilisations peut être dissocié de celui des organisations. Cette distance vis-à-vis des organisations et la volonté de s'organiser et de se mobiliser sans elles, ou du moins sans leur donner la priorité, semble dessiner une tendance forte et variée, puisqu'on la retrouve dans les publics aussi différents que les organisateurs des marches pour le climat et les gilets jaunes. Ces deux mouvements ne peuvent être envisagés séparément, ils manifestent deux grands types d'inquiétudes qui traversent notre société, et face auxquels Attac comme de nombreux mouvements sociaux cherchent à apporter des réponses : une ambitieuse politique pour le climat ne pourra qu'être une ambitieuse politique de réduction des inégalités sociales et de la pauvreté, au risque sinon de devenir une écologie autoritaire, libérale et anti-sociale.

### Un nécessaire changement de cap

Dénicher l'hypocrisie de Macron quant à sa politique fiscale, dont un des premiers actes après son élection a été la suppression de l'ISF, c'est également dénoncer l'hypocrisie de sa politique écologique et énergétique : abandon de l'objectif de réduire à 50 % la part du nucléaire dans la production d'électricité ; confirmation du permis d'hydrocarbures pour Total en Guyane ; abandon de la taxe sur les transactions financières négociée dans le cadre d'une coopération renforcée à l'échelle de l'Union européenne, censée contribuer à la lutte contre le changement climatique ; absence de taxation du kérosène pour le trafic aérien ; non-respect de l'avis défavorable de la commission d'évaluation des impacts climatiques et environnementaux du CETA ; absence de développement du fret sur le rail, etc. Les annonces d'Emmanuel Macron du 27 novembre enfoncent le clou : confirmant la politique pro-nucléaire de son gouvernement, il ne met rien en œuvre pour favoriser une transformation des modes énergétiques, ne s'attaque pas au transport de marchandises sur route, et n'apporte aucune réponse aux exigences des gilets jaunes. Pourtant, alors que la taxe carbone payée par les particuliers n'a aucune efficacité en matière de réduction d'émissions de gaz à effet de serre, un transfert massif de la fiscalité carbone sur les entreprises polluantes, et le plus souvent exonérées, serait un premier pas vers une fiscalité écologique et socialement juste<sup>1</sup>.

### Comprendre les articulations, identifier les responsables

Les marches pour le climat questionnent donc les formes d'organisation, les revendications et les messages politiques qui sont formulés. Si, souvent, la cause climatique apparaît consensuelle, son cadrage médiatique étant porteur d'une idée d'uniformité des responsabilités, des responsables et des victimes<sup>2</sup>, des mobilisations collectives prolongées peuvent permettre la production d'un autre discours, reposant tout autant sur le sentiment d'urgence que sur la nécessité de s'attaquer aux causes du phénomène. Pour le dire autrement, les changements climatiques ne sont pas un problème pour de lointaines générations futures, c'est un problème de l'ici et maintenant. Par ailleurs, il existe une incompatibilité entre le sauvetage du climat et la préservation d'un système dominé par la finance, les énergies fossiles, le culte de la croissance et la libre concurrence. En ce sens, les politiques, à l'instar d'Emmanuel Macron, qui se prétendent "pro climat" tout en accentuant les politiques libérales sont à combattre. De plus, à l'échelle planétaire ou plus locale, tout le monde n'est pas impacté de la même façon par les changements climatiques et les dégradations environnementales : la lutte contre les changements climatiques doit être une lutte pour la justice sociale ; de même, il existe des responsables des changements politiques, ils sont nombreux, et c'est contre eux que doit se diriger notre colère. La révolution énergétique que nous défendons n'est donc pas seulement, et pas d'abord, un changement technologique, elle implique un changement plus global dans tous les secteurs

productifs pour avancer vers la sobriété. La géoingénierie et tous les jokers technologiques ne peuvent être une solution, et sont là avant tout pour reculer le moment de prendre des décisions d'ampleur. Dès lors, les changements climatiques sont un problème global qui ne peut trouver de solutions dans des formes de repli local/national(iste) mais appelle au contraire le déploiement d'une solidarité internationaliste. La résolution, même partielle, de la question climatique ne viendra que de mobilisations et d'initiatives massives et multifformes.

***Cette mobilisation [des gilets jaunes] ne peut que nous faire réfléchir quant aux formes d'action utilisées [...] et aux questions qu'elle pose en matière de redistribution des richesses et des pouvoirs. Elle interroge également les façons de concilier ce qui est souvent présenté, à tort, comme des enjeux inconciliables ; c'est là tout l'enjeu de redéfinition des politiques climatiques sur une base sociale et populaire.***

### Des campagnes pour donner du sens à l'engagement

Ces quelques principes irriguent nos luttes, à différentes échelles, autour de cibles variées. Du côté des campagnes, celles recensées sur le site [www.ilestencoretemps.fr](http://www.ilestencoretemps.fr) montrent la diversité et la pertinence des actions menées par des organisations : Attac et 350.org sur le désinvestissement des énergies fossiles des sommes du Livret de développement durable et solidaire (LDDS) ; les Amis de la Terre qui ciblent les banques privées comme la Société générale ; ou encore la mobilisation pour stopper le projet d'extraction aurifère en Guyane. Il s'agit là de campagnes de moyen terme, qui peuvent obtenir des victoires, tout comme les mobilisations en cours contre les grands projets inutiles (autoroutes, aéroports, nucléaire, etc.) qui cristallisent depuis plusieurs années des enjeux majeurs, notamment sur les effets de l'aménagement du territoire sur les changements climatiques, en lien avec la défense des terres agricoles. Ce sont également des campagnes qui posent la question de l'articulation entre différentes modalités d'engagement. Sans perdre de vue les logiques systémiques, il s'agit de donner du sens à l'engagement de chacun·e, qui peut s'effectuer à différentes échelles et s'envisager dans des cadres nécessairement collectifs, ouvrant la voie à des élaborations démocratiques et collectives des pistes stratégiques, revendicatives, d'action... sans attendre un quelconque homme providentiel derrière qui se ranger.

### Déployer des alternatives locales

Les marches pour le climat posent également la question de l'échelle de l'action, et de la façon de s'ancrer localement. Les mobilisations de ces dernières années contre les grands projets inutiles ont démontré la force que pouvait avoir la préoccupation pour le territoire, sa

défense, sa préservation et son amélioration. Or, le nombre limité de communes portant des projets territoriaux réellement alternatifs illustrent les difficultés et les verrous qu'il faut lever, souvent parce que les réglementations nationales ou internationales ne sont pas adaptées ; il peut alors s'agir d'utiliser les interstices du système politique et économique tel qu'il existe pour déployer des alternatives locales, tout en s'appuyant sur elles pour faire évoluer les réglementations qui empêchent leur généralisation (exemple : la revendication du 100 % bio et local dans la restauration collective de nos territoires peut s'articuler à une bataille pour obtenir l'abandon des règles de passation des marchés publics qui restreignent cette possibilité dans les traités internationaux et européens.)

### Redéfinir les politiques climatiques sur une base sociale et populaire

Le "comment agir" pose également la question de "qui agit?". Or, dans bon nombre de mobilisations pour le climat, certaines préoccupations sont souvent évacuées, en particulier celles qui concernent la vie chère, la précarité, mais également la question du travail et des travailleuses, alors que le thème du travail est au cœur des préoccupations de millions de personnes, à la fois à travers la question de l'emploi et celle de la qualité du travail, du sens qu'on lui donner. Ce que montrent les gilets jaunes, c'est que les capacités de mobilisation et de production de discours politiques ne sont pas réservées aux publics habitués des mobilisations écologistes. Cette mobilisation ne peut que nous faire réfléchir quant aux formes d'action utilisées, à l'enthousiasme qu'elle soulève dans une grande partie de la population et aux questions qu'elle pose en matière de redistribution des richesses et des pouvoirs. Elle interroge également les façons de concilier ce qui est souvent présenté, à tort, comme des enjeux inconciliables ; c'est là tout l'enjeu de redéfinition des politiques climatiques sur une base sociale et populaire.

Un mouvement pour le climat qui existe dans la durée sera forcément pluriel, avec des nuances quant à ses objectifs de transformation sociale. Or, si on prend au sérieux l'ampleur des changements climatiques, c'est bien à un changement de civilisation qu'il faut nous préparer. Et si les effets des changements climatiques sont déjà là, si la catastrophe est déjà en marche, le pire est encore évitable. Et face au pire, notre imaginaire collectif doit pouvoir dessiner un autre futur, à la fois viable et enviable, en un mot désirable, donnant du sens à nos engagements et à nos luttes.

### Vincent Gay, Maxime Combes, Julien Rivoire

1 Voir la note publiée par Attac "Basculer la fiscalité carbone sur les entreprises les plus polluantes..." <https://www.attac.org/l/fiscalitecarbone>

2 Voir Jean-Baptiste Comby, La question climatique. Genèse et dépolitisation d'un problème public, Raisons d'Agir, 2015.

## A VOIR A LIRE



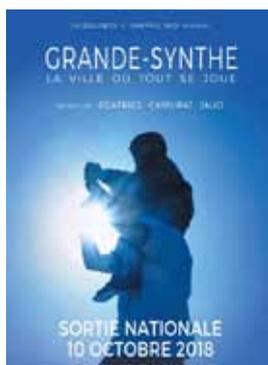
### Le temps des forêts

La forêt, ce lieu magique où nos souvenirs d'enfants et d'adultes nous rappellent les rencontres innombrables avec les arbres, les animaux qui traversent notre chemin ou que l'on débusque par hasard. Les découvertes, la recherche de champignons, les chemins qui nous égarent mais qui nous offrent des surprises magnifiques.

Le film de François-Xavier Drouet nous explique clairement que s'il y a des forêts, il y a aussi des forestiers et ces hommes et ces femmes ne font pas le même travail suivant les directives qu'on leur impose. La forêt est un lieu de ressources depuis son existence mais, depuis une dizaine d'années, elle est également un lieu de profits où les espèces plantées ne correspondent plus qu'à une activité rentable. On plante des arbres qui arrivent à maturité en 25 ou 30 ans et puis on rase à blanc avec des machines ogresses à 400 000€ qui décapitent et débitent en moins d'une minute et puis on recommence, ce qui donne les spectacles affligeants que l'on peut croiser en se promenant et qui ressemblent plus à des champs de batailles qu'à une véritable forêt. Le réalisateur dédie son film aux forestier·e·s résistant·e·s qui défendent la forêt comme un lieu de vie et une exploitation raisonnable des arbres et qui parlent de leur désarroi, de la machine administrative, de leurs collègues qui se sont perdus. C'est un film admirable qu'il faut voir.

**Didier Falleur**

film documentaire  
de François-Xavier Drouet, 2018,  
1h43



### Grande-Synthe, la ville où tout se joue

Grande-Synthe est une ville connue pour l'implication de son maire, Damien Carême, auprès des migrant·e·s. Ce film de Béatrice Camurat Jaud ne se contente pourtant pas de décrire la situation fortement dégradée dans laquelle se trouvent aujourd'hui de nombreuses personnes depuis les évacuations de Calais. C'est une réflexion globale sur le vivre ensemble dans une région très industrialisée où les entreprises sont détenues à 83% par des capitaux étrangers. A travers la voix du maire, celles des jeunes et de la responsable d'une troupe de théâtre, nous allons déambuler à travers cette ville à la rencontre des acteurs de sa transformation.

Damien Carême a pris la suite de son père qui, arrivé dans les années 1970 à Grande-Synthe et désolé de n'y voir aucun arbre, plante alors une forêt. Son fils a aujourd'hui la volonté de faire de sa ville un exemple du point de vue de la transition écologique : bâtiments à faibles émissions de CO<sub>2</sub>, cantines bio et jardins maraîchers qui rappellent l'auto-suffisance des ouvrier·e·s qui pouvaient tenir de longues grèves. Deux chevaux transportent les élèves, amenant ainsi la campagne dans la ville. Le maire se bat pour rendre sa ville la plus harmonieuse possible, rend hommage aux bénévoles sur le terrain depuis plus de dix ans et affronte avec ténacité les difficultés créées par des gouvernements en quête d'électeur·trice·s.

**Didier Falleur**

film documentaire  
de Béatrice Camurat Jaud, 2018,  
1h30



### Femmes du chaos vénézuélien

A travers les témoignages de cinq femmes, Margarita Cadenas nous décrit le Venezuela d'aujourd'hui alors qu'elles disent l'amour de leur pays, mais celui d'avant... De l'infirmière qui déplore le manque de médicaments malgré les discours rassurants de la ministre à la radio, à la mère qui se débrouille au marché noir pour trouver des couches pour son fils ; de cette autre femme qui fait la queue jour et nuit afin d'avoir le ticket qui lui permettra, peut-être, d'acquiescer les denrées de première nécessité, que des centaines d'autres attendent aussi, à cette ancienne commissaire de police à la retraite qui tente en vain de savoir pourquoi son petit-fils a été arrêté, attendant un improbable procès après 28 reports... De celle qui voit son fils se faire massacrer par les forces spéciales dans la nuit et s'entendre dire quand les lumières s'allument : « Ce n'est pas celui que l'on recherche » ; elle attend toujours le procès des assassins.

Margarita Cadenas filme un pays qui, derrière sa façade moderne (ça dépend des quartiers), sombre peu à peu dans la démesure. Depuis 2015 ce ne sont pas moins de 4 millions de personnes, sur une population de 30 millions, qui ont fui leur pays, qui voient maintenant les portes des pays voisins se refermer et sont dans l'attente que quelqu'un vienne mettre fin à ce désastre.

**Didier Falleur**

film documentaire  
de Margarita Cadenas, 2018, 1h23



## La société ingouvernable

Grégoire Chamayou mène une enquête philosophique et historique sur les arts de gouverner du néolibéralisme, menée aux États-Unis, à partir d'interviews, de manuels de management, d'une "littérature grise" des théoriciens comme Hayek, Friedman, etc.

Le néolibéralisme est une réponse à la crise de *gouvernementalité* (Michel Foucault) des années 1960-70, ce que le néo-conservateur Samuel Huntington a nommé *un déferlement démocratique*. Chamayou montre comment cette crise a été perçue par les classes dominantes : ambiance fin de règne dans les états-majors, crainte d'une guerre perdue face à une société ingouvernable. Il faut donc en finir avec les "effets pervers" de la démocratie et avec l'aspiration à l'autogestion. Loin d'être une doctrine du recul de l'État, le néolibéralisme tire ses racines d'une théorie autoritaire de l'État pensée par le juriste nazi Carl Schmitt, inspirateur d'Hayek qui, après avoir défendu le régime de Pinochet au Chili, se demande comment limiter la démocratie de l'intérieur. Hayek inspire à son tour de nouvelles approches d'altération des mœurs et des comportements visant à assurer l'emprise des classes dominantes. Ce livre passionnant est un outil de connaissance pour résister ; il éclaire en creux à partir d'où nous pourrions partir pour saper radicalement l'ambition totalitaire de cette réaction.

Geneviève Azam

**La société ingouvernable. Une généalogie du libéralisme autoritaire** de Grégoire Chamayou, La Fabrique, 2018



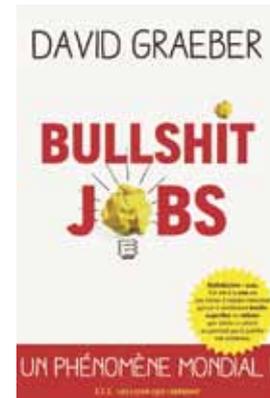
## Sorcières

Les chasses aux sorcières nous apparaissent souvent comme un épisode du passé, un déchaînement de violence ancré dans le Moyen-Âge, des pratiques indissociables d'un obscurantisme dépassé depuis la Renaissance et les Lumières, des meurtres de masse qui sont sans résonance avec notre présent.

Mona Chollet nous rappelle qu'il n'en est rien : "si elles n'avaient pas eu lieu, nous vivrions probablement dans des sociétés très différentes". L'acmé de ce féminicide de masse se situe à la Renaissance et non au Moyen-Âge, et fut impulsé par les élites éduquées. Toute tête féminine qui dépassait, qui transgressait les normes, devait être coupée. L'accusation de sorcellerie jouait un rôle déterminant dans le renforcement de la domination patriarcale. Et aujourd'hui, l'indépendance, le refus de la maternité, le vieillissement, sont encore prétexte à l'exercice d'une pression sociale quotidienne, à des immiscions permanentes dans la sphère intime et privée, pour faire rentrer dans la norme toutes celles qui s'en échappent. On lira le livre de Mona Chollet comme une invitation à explorer les ouvrages publiés par Isabelle Cambourakis dans sa roborative collection éponyme – et comme un appel à s'intéresser de plus près aux groupes et collectifs qui réactualisent les rites des sorcières et continuent ainsi d'affirmer avec force : "votre monde ne nous convient pas".

Nicolas Haeringer

**Sorcières, la puissance invaincue des femmes** de Mona Chollet, Zones/La Découverte, 2018



## Bullshit Jobs

L'anthropologue et économiste américain David Graeber – à qui l'on doit déjà *Dettes : 5000 ans d'histoire* – traque le capitalisme là où on ne l'attend pas. Pas sur sa capacité à sur-exploiter les personnes comme les ressources naturelles mais sur sa propension désormais à sous-utiliser les capacités des salarié-e-s, notamment dans les services. Il appelle cela : les *bullshits jobs* ou en bon français "Jobs à la con". Sa définition : *un job à la con est une forme d'emploi rémunéré qui est si totalement inutile, superflu ou néfaste que même le salarié ne parvient pas à justifier son existence*. A ne pas confondre cependant avec les "jobs de merde", les sales boulots : *les jobs à la con sont souvent très bien payés et offrent d'excellentes conditions de travail, mais ils ne servent à rien*. Les *jobs de merde*, pour la plupart, consistent dans des tâches nécessaires et indiscutablement bénéfiques à la société ; seulement, ceux qui en sont chargés sont mal payés et mal traités. On voit dans la définition même du *bullshits jobs* que la méthodologie est originale. L'appréciation subjective des intéressé-e-s est revendiquée. Ce qui explique sans doute le succès et l'écho de son pamphlet à l'international et au-delà du cercle des économistes...

Antoine Ronchin

**Bullshits Jobs** de David Graeber, Les Liens qui Libèrent, 2018



**“Au moment  
où j’ai été arrêtée  
je ne savais pas ce que ça  
engendrerait, c’était un jour  
comme les autres.  
Ce qui a changé les choses  
ce sont toutes  
les personnes qui se sont  
jointes au mouvement”.**

Rosa Parks

numéro 116 janvier 2019